

**ARRÊTÉ DE TRAVAUX
PORTANT RÉGLEMENTATION POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
14 RUE PAUL BERT
POSE D'UN ÉCHAFAUDAGE**

OW/SF
n° ST2025-ARR.002
Ville de Montfermeil

LE MAIRE DE MONTFERMEIL

Vu les articles L.2213-1 et L. 2521-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article R.417.10 du Code de la route,
Vu le Code de L'urbanisme,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Montfermeil, approuvé par délibération du Conseil de Territoire du 28 février 2017 et modifié par Délibération du Conseil de Territoire du 9 juin 2020,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mai 2015 fixant les tarifs de droits de voirie à compter du 1er juillet 2015,
Vu la demande de prolongation de l'arrêté n° ST2024-ARR.301, notifié le 05 décembre 2024, formulée par l'entreprise **SCI IMMO RADO**, en date du 06 janvier 2025, pour la pose d'un échafaudage au droit du n° 14, rue Paul Bert.

Considérant que la ville de Montfermeil autorise la pose d'un échafaudage, au droit du n° 14, rue Paul Bert.

Considérant qu'il est nécessaire, pour des raisons de sécurité publique, de réglementer le stationnement et la circulation des piétons, au droit du n° 14, rue Paul Bert, pour la pose de l'échafaudage par l'entreprise :

SCI IMMO RADO – 147, allée du Colonel Fabien – 93320 LES PAVILLONS-SOUS-BOIS

Considérant que rien ne s'oppose à ce qu'il soit fait droit à la demande de prolongation du pétitionnaire,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1

L'arrêté n° ST2024-ARR.301, notifié le 5 décembre 2024, sera prolongé du 12 janvier 2025 jusqu'au 11 février 2025 inclus.

ARTICLE 2

À partir du dimanche 12 janvier 2025 jusqu'au mardi 11 février 2025 inclus, le pétitionnaire sera autorisé à installer un échafaudage de 10,00 m² (10 m x 1 m), au droit du n° 14, rue Paul Bert, à charge pour lui de se conformer aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté.

ARTICLE 3

À partir du dimanche 12 janvier 2025 jusqu'au mardi 11 février 2025 inclus, le stationnement, protégé par une signalisation réglementaire, sera interdit et rendu gênant à tout véhicule, sauf aux véhicules de l'entreprise, au droit du n° 14, rue Paul Bert, sur quatre places de stationnement matérialisées.

ARTICLE 4

À partir du dimanche 12 janvier 2025 jusqu'au mardi 11 février 2025 inclus, le cheminement piéton devra être dévié sur les places de stationnement au droit n° 14, rue Paul Bert. La mise en place de la signalisation verticale et horizontale réglementaire est à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 5

L'échafaudage avec le filet de protection doit être installé au droit de la façade de la propriété.
Il devra être balisé le jour et la nuit avec un éclairage nocturne suffisant, et ce, à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 6

Pendant l'installation de l'échafaudage, le matériel sera entreposé au droit du n° 14, rue Paul Bert.

ARTICLE 7

Le pétitionnaire devra afficher le présent arrêté au droit de l'échafaudage de manière visible depuis l'espace public et ce, pendant la durée du chantier.

ARTICLE 8

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 9

Le montant des droits de voirie ou redevance est déterminé selon le tarif n° 03 et n° 07 de la délibération DEL.2015/088 et versé à la Trésorerie Principale à la 1ère réquisition de l'Administration, soit le montant de **279,90 €** correspondant à :

12,35 € x 10,00 m² x 1 mois (forfait / mois) = 123,50 €
39,10 € (forfait / mois) x 4 places de stationnement (20 mètres linéaires) x 1 mois = 156,40 €

Les droits de voirie sont à la charge de l'entreprise, SCI IMMO RADO.
Dans le cas où le pétitionnaire ne profite pas (en totalité ou partiellement) de son autorisation,
il reste redevable des droits de voirie figurant sur le présent arrêté.

ARTICLE 10

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et n'est pas transmissible, ni cessible.

ARTICLE 11

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera affiché en Mairie et publié au Recueil des Actes Administratifs Communaux.

ARTICLE 13

Le présent arrêté est transmis à la Directrice Générale des Services, au Commissaire de Police du Commissariat de Clichy-sous-Bois / Montfermeil, au Capitaine de la 14ème Compagnie des Sapeurs-Pompiers, à la Directrice des Services Techniques Municipaux, au Responsable de la Police Municipale, au pétitionnaire, chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montfermeil, le 08 janvier 2024.

POUR AMPLIATION
 Pour le Maire, par délégation,
 L'Adjoint au Maire,
 Mohamed DAHMOUNI



CERTIFIE EXECUTOIRE
 Publi - Notifié le 08 JAN, 2025
 Montfermeil, le 08 JAN, 2025
 Pour le Maire, par délégation,



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois, 7, rue Catherine Puig – 93100 Montreuil-sous-Bois.